

Brochure n° 3240

Convention collective nationale
IDCC : 1487. – HORLOGERIE-BIJOUTERIE
(Commerce de détail)

AVENANT N° 28 DU 25 JUIN 2013
RELATIF À LA FORMATION PROFESSIONNELLE

NOR : ASET1350967M
IDCC : 1487

PRÉAMBULE

Cet avenant remplace l'article 2.2 *b* « DIF prioritaire » de l'avenant n° 24 du 12 novembre 2012, l'article 4 « Tutorat » et l'article 9 *bis* « Contribution au FPSPP » de l'avenant n° 21 relatif à la formation professionnelle.

Article 1^{er}

DIF prioritaire

L'article 2.2 *b* « DIF prioritaire » de l'avenant n° 24 a été modifié comme suit :

« Les parties signataires conviennent que les actions prioritaires éligibles au titre du DIF sont celles réalisées par les salariés en CDI dans le cadre de leurs fonctions et s'effectuent pendant le temps de travail, sauf à la demande du salarié.

Il s'agit :

- des actions de promotion ;
- des actions d'acquisition, d'entretien ou de perfectionnement des connaissances professionnelles liées à son activité ;
- des actions de qualification visant soit un diplôme, un titre professionnel ou toute autre qualification enregistrée dans le répertoire national des certifications professionnelles, soit une qualification reconnue dans les classifications de la convention collective de branche ou ouvrant droit à un certificat de qualification professionnelle.

Les parties signataires décident de modifier les plafonds horaires de prise en charge pour les actions de formation suivantes retenues au titre du DIF prioritaire :

Les coûts pédagogiques et les frais annexes stagiaires (restauration, hébergement et transport) seront pris en charges dans la limite des plafonds horaires ci-dessous :

- management : les coûts pédagogiques et frais annexes sont limités à un plafond horaire de 60 €, pour une durée maximale de 35 heures ;
- anglais : les coûts pédagogiques et frais annexes sont limités à un plafond horaire de 30 €, pour une durée maximale de 40 heures. Cette prise en charge au titre du DIF prioritaire est réservée aux entreprises de plus de 50 salariés ;

- SAV, vente, connaissance produit : les coûts pédagogiques et frais annexes sont limités à un plafond horaire de 40 €, pour une durée maximale de 21 heures.

Tout autre thème de formation ne fera pas l'objet d'un financement dans le cadre du dispositif du DIF prioritaire.

Ces actions prioritaires pourront être actualisées tous les ans par la CPNEFP de la branche. »

Article 2

Tutorat

Le paragraphe 7 de l'article 4 « Tutorat » de l'avenant n° 21 est modifié comme suit :

« Les indemnités versées dans la cadre du tutorat sont plafonnées à :

- EFT PP, exercice de la fonction tutorale, période de professionnalisation : (hors CQP – certificat de qualification professionnelle – de branche).

La demande de l'exercice de la fonction tutorale est limitée uniquement aux périodes de professionnalisation de plus de 70 heures. Le montant de l'indemnité est plafonné à 115 € par mois sur 6 mois ;

- EFT, contrat de professionnalisation : (hors CQP de branche).

La demande de l'exercice de la fonction tutorale est limitée uniquement aux contrats de professionnalisation d'une durée de 12 à 24 mois. Le montant de l'indemnité est plafonné à 115 € par mois sur 6 mois au maximum, excepté pour les tuteurs de plus de 45 ans, pour qui l'indemnité est de 230 € par mois sur 6 mois au maximum. »

Article 3

Contribution au FPSPP

L'article 9 *bis* « Contribution au FPSPP » est modifié comme suit :

« Pour les entreprises de moins de 10 salariés, le calcul de répartition se fera selon la loi par application du taux de prélèvement du FPSPP fixé chaque année par arrêté du ministre tant sur la collecte professionnalisation que sur la collecte plan des entreprises de moins de 10 salariés.

Pour les entreprises de 10 salariés et plus, la contribution au FPSPP, égale à un pourcentage de la participation légale fixé par décret chaque année, sera répartie à 40 % sur les fonds provenant de la professionnalisation et à 60 % sur les fonds provenant du plan des entreprises de 10 salariés et plus. »

Article 4

Date d'application

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2014 pour les actions démarrant à cette date.

Article 5

Publicité et extension

L'avenant sera notifié à l'ensemble des organisations syndicales représentatives.

A l'issue du délai de 15 jours, l'avenant sera déposé à la DGT et son extension sera demandée. Un exemplaire sera également déposé en conseil des prud'hommes.

Fait à Paris, le 25 juin 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat Saint-Eloi ;

FNHBJO.

Syndicats de salariés :

CSFV CFTC ;

FS CFDT.